

Le renseignement algérien est-il sur le pied de guerre ?

Article rédigé par *Sputnik news*, le 20 février 2019

Source [Sputnik news] Le site marocain Le 360 spéculé sur la possibilité d'un printemps arabe en Algérie. Cependant, des informations confiées par des sources aux sites Algérie patriotique et Al-Araby Al-Jadeed précisent que des mesures de sécurité ont bien été prises en raison du contexte particulier.

Les services de sécurité et de renseignement algériens, ainsi que l'armée, redoutent «un printemps algérien» à cause des manifestations populaires qui se développent dans plusieurs régions de l'Algérie, contestant [un 5e mandat](#) de Bouteflika, avance le site d'information marocain Le 360. Le média appuie sa thèse en se référant à des informations rapportées par les sites d'information Algérie patriotique et Al-Araby Al-Jadeed, citant des sources sécuritaires algériennes.

Celles-ci auraient indiqué à Al-Araby Al-Jadeed que, selon des rapports, les services de renseignement algériens craignaient que des troubles dégénèrent en émeutes dans certaines grandes villes comme Alger, Constantine, Oran, Annaba, Ouargla et, surtout, en Kabylie.

Ainsi, «les services de sécurité seront obligés de se mobiliser et de maintenir le niveau d'alerte à son maximum durant toute cette période», auraient précisé ces sources. «Dans le même cadre, des unités antiémeutes de la police ont été déployées autour des édifices publics et des infrastructures», ajoutent-elles, soulignant que «des mesures strictes ont été données aux agents de la police pour privilégier le dialogue et le self control avec le public, et éviter toute provocation».

Selon d'autres sources sécuritaires citées par le site d'information Algérie patriotique, les autorités algériennes «ont pris des mesures strictes pour éviter des débordements dans les villes où sont prévues ces actions de rue», les 22 et 24 février prochains.

La direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) aurait décidé «d'annuler conjoncturellement tous les congés pour les éléments de la police et des Renseignements généraux durant la période allant du 18 février au 28 avril, c'est-à-dire jusqu'à l'après élection présidentielle du 18 avril». «Aussi les week-ends seront-ils réduits à une seule journée», ont-elles encore ajouté, précisant que les «mêmes mesures exceptionnelles ont été prises également par le commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), où les congés annuels auraient été reportés à des dates ultérieures».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)